

Primes ZEP en lycée Le ministère nous les sucre !

Après avoir temporisé en 2025, les rectorats officialisent cette année la disparition des primes ZEP des lycées ex-éducation prioritaire dans l'opacité la plus totale.

Au-delà des primes, il faut questionner l'Éducation prioritaire en lycée. La difficulté ne s'arrête pas à la porte du collège. Or depuis 2015, il n'y a plus de dispositif national pour les lycées : quelques arrangements temporaires et locaux, ni de moyens fléchés nationalement... alors que les besoins existent.



Interdiction du téléphone

Une loi votée pendant l'été interdit l'utilisation du téléphone portable dans les lycées, dès la rentrée scolaire 2026, sauf exception prévue par le règlement intérieur. La CGT Éduc'action dénonce cette nouvelle mesure d'affichage sans portée éducative face à une véritable question de santé publique.

Une interdiction généralisée créera des tensions inutiles et conduira les personnels, notamment AEd, à une vaine et chronophage chasse au portable sans régler le problème. Il faut donner du temps aux communautés éducatives pour discuter de solutions pérennes vis-à-vis du portable afin d'adapter le règlement intérieur des établissements.

Stages de seconde

pourquoi nous sommes contre

dangereux : Depuis leur mise en place en juin 2024, deux lycéens sont morts au travail. Ces décès sont la partie visible de l'iceberg. Ils cachent l'exposition aux violences sexistes et sexuelles ou encore psychologiques, aux micro-agressions... Souvent, les élèves ne font pas qu'observer, ce qui augmente le risque. Les équipements de protection ne sont pas toujours fournis et surtout les élèves ne connaissent pas les protocoles de sécurité.

des inégalités de classe :

Les stages se font dans l'entreprise des parents ou de connaissances, sauf dans des cas exceptionnels qu'on voudrait nous présenter comme une généralité.

inutile pour l'orientation :

L'orientation subie d'une partie des élèves ne repose pas sur une méconnaissance de l'entreprise.

Faisons abandonner ces stages !

La CGT Éduc'action revendique la suppression des stages de seconde et de 3e. Elle mène une campagne pour sensibiliser les personnels et les usager·ères (parents et élèves) afin d'obtenir leur abandon !

CGT Educ'action

263 rue de Paris
93100 Montreuil

Tél. : 01 55 82 76 55

www.cgteduc.fr - unsen@cgteduc.fr